

Les Suisses voteront sur le contre-projet à l'initiative de l'Union suisse des paysans. Interview croisé avec Jacques Bourgeois, directeur de l'Union suisse des paysans, et Rudi Berli, d'Uniterre

QUELLE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE?



PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE BACH

Face-à-face ► Il sera beaucoup question d'agriculture, ces prochains mois. Le 24 septembre prochain, les Suisses voteront sur le contre-projet direct du parlement ayant pour but d'inscrire la sécurité alimentaire dans la Constitution fédérale. Ce contre-projet fait suite à une initiative de l'Union suisse des paysans (USP) retirée au profit de ce compromis. Deux autres textes sont dans le pipeline: une initiative des Verts, relative au commerce équitable, et un texte proposé par le syndicat paysan Uniterre, pour la souveraineté alimentaire. Jacques Bourgeois, directeur de l'Union suisse des paysans (USP) et conseiller national libéral-radical (PLR), et Rudi Berli, membre du comité de l'initiative sur la souveraineté alimentaire ont accepté de débattre des enjeux de ces trois textes.

Ce contre-projet direct est-il une réponse suffisante pour garantir un avenir à la paysannerie suisse?

Jacques Bourgeois: Il est très important d'inscrire cette notion de sécurité alimentaire dans la Constitution. Tant le parlement que le Conseil fédéral ont constaté qu'il y avait une lacune en la matière. Ce concept de la fourche à la fourchette – ou du champ à l'assiette, c'est selon – permet de tenir compte de la filière agro-alimentaire en misant sur la qualité, en regardant la régionalité et en luttant contre le gaspillage alimentaire et le gaspillage de bonne terres agricoles. **Rudi Berli:** Pour nous, cette notion de sécurité alimentaire est importante. D'où notre soutien à ce texte. Les trois initiatives sont complémentaires. On ne peut pas s'arrêter au texte mis en votation en septembre. Il constitue une bonne base mais permet encore trop d'interprétations.

L'article constitutionnel fait débat dans la mesure où il évoque le commerce transfrontalier.

R.B.: La Suisse est bien sûr tributaire des importations. Nous ne revendiquons pas l'autarcie. En revanche, la production indigène doit constituer le principal pilier de notre politique alimentaire. Et les importations doivent tenir compte de ce concept de développement durable.

Par exemple, la Confédération négocie actuellement avec la Malaisie. Pour Uniterre, il ne serait pas concevable que la Suisse importe de l'huile de palme de cette région sans tenir compte de ce critère de durabilité. De plus, nous avons en Suisse de la très bonne huile de colza, voire du beurre de qualité qui permettrait d'éviter le recours à cette huile de plus en plus contestée.

J.B.: Pour rappel, nous avons un taux d'autoproduction d'environ 50%. Ce taux est bas en comparaison mondiale. Cela n'aurait aucun sens de viser l'autarcie ou le renfermement. Ces échanges transfrontaliers doivent permettre d'importer des matières premières agricoles soit produites en quantité insuffisante, soit pas produites du tout sur nos terres. Ceci, en tenant compte de critères de qualité, de normes environnementales ou sociales.



Rudi Berli et Jacques Bourgeois s'accordent pour dire que la Suisse doit montrer la voie sur le plan international en matière de sécurité alimentaire. PATRICK LOPRENO

La Suisse aura des défis majeurs à relever. Notamment au niveau démographique. Avec 2 millions d'habitants de plus à l'horizon 2050, ce seront des personnes qu'il faudra loger, former et dont il faudra gérer la mobilité. Et il faudra aussi les nourrir. Or, nos ressources se raréfient, comme par exemple celle du sol, qui se dérobe sous nos pieds au rythme de 1m² par seconde.

Dans le modèle libre-échangiste, on prévoit souvent des clauses d'exception pour l'agriculture. Mais cet équilibre est fragile. Craignez-vous qu'il soit sacrifié un jour au nom d'autres intérêts économiques ?

J.B.: Nous ne sommes pas contre le libre-échange, un franc sur deux est gagné à l'étranger, un franc sur trois avec l'Union européenne. Mais, ce que nos milieux demandent, c'est que lorsqu'on conclut un accord de libre échange, on tienne compte des spécificités de l'agriculture suisses. Cela a été possible avec la Chine. Il faut garder ce cap: on ne peut pas tout déréguler et ouvrir complètement notre marché, nous n'avons pas les mêmes structures, le même environnement économique, les mêmes prescriptions. Par conséquence, nous ne boxons pas dans la même catégorie. Nous veillerons à ce que ceci reste de mise dans les prochains accords et que l'agriculture ne soit pas sacrifiée sur l'autel du libéralisme pur et dur.

R.B.: Toutes les organisations paysannes au monde disent la même chose. Il faut produire localement ce qui peut l'être. Les problèmes migratoires sont d'ailleurs liés au développement agricole. De notre côté, nous rejetons le terme de libre-échange. C'est un modèle dépassé. Il faut des accords, mais en incluant d'autres critères,

comme ceux contenus dans l'accord de Paris sur le climat, ou les objectifs de l'ONU sur le développement durable. Des textes que la Suisse a signés.

En France, nous avons des paysans qui ont des revenus de 300 euros par mois. C'est insensé au regard des conditions sociales suisses. Il est important de contraindre le Conseil fédéral par des textes explicites et qui ne laissent pas de marge d'interprétation dont on ne sait dans quel sens elles seront comprises.

En quoi le texte mis en votation permet-il de répondre à ces enjeux ?

J.B.: La Suisse serait le premier pays au monde à inscrire la sécurité alimentaire dans sa Constitution. A ma connaissance il n'y a pas d'autre pays qui l'ait fait. La protection des terres cultivables n'a jamais été élevée au rang constitutionnel. L'enjeu est important.

La question des produits locaux suppose aussi que des efforts soient mis sur la recherche. Nous sommes face à des changements climatiques. On voit des nouvelles maladies apparaître et de nouveaux parasites menacer nos cultures. S'adapter passe aussi par un développement du savoir.

Au-delà du marché, il y a des paysans qui doivent vivre de leur métier. Et pouvoir, comme toute petite PME, dégager des revenus suffisants pour investir, moderniser leur exploitation. C'est un enjeu de société.

L'USP a-t-elle une position sur les deux autres initiatives qui suivront la sienne ?

J.B.: Non, pas encore. Nous sommes engagés à 100% sur le vote du 24 septembre. On prendra position sur les deux autres textes en temps voulu.

L'initiative des Verts viendra en premier. Au Chambres fédérales, on en débatera dès le 25 septembre. Pour l'heure, la commission de l'économie propose le rejet de ce texte.

R.B.: Si on regarde le préambule des accords de l'OMC, le développement durable y figure. Mais ce texte ne permet pas la prise en compte de ce concept s'il n'y a pas de qualité intrinsèque du produit qui le différencie d'un autre. A l'avenir, il faut introduire dans ces accords l'idée qu'il est légitime de vouloir préserver des conditions environnementales ou sociales, par exemple. La Suisse peut pousser dans ce sens. On peut être pionnier. On l'a été dans la reconnaissance du rôle multifonctionnel de l'agriculture ou des paiements directs.

J.B.: Effectivement, l'enjeu est international. La Suisse montre la voie. On l'a vu avec les paiements directs introduits en Suisse. L'Union européenne a ensuite emboîté le pas.

R.B.: Et il y a urgence. Ne rien faire n'est pas une option. On est en train de détruire l'agriculture familiale et diversifiée. Une polyculture qui tient compte des spécificités géographiques et topographiques. Nous devons évoluer et pas se figer. La Suisse perd trois fermes par jour, six postes de travail sont détruits chaque jour. Il est urgent d'agir et d'avoir ce débat: quel type d'agriculture voulons-nous?

J.B.: Ma nuance sera sur l'évolution structurelle des exploitations. Si personne n'est prêt à reprendre une ferme, augmenter les unités de surface par fusion devient acceptable à mes yeux. On a une divergence avec Uniterre à ce sujet.

Sommes-nous dans une impasse économique ?

R.B.: En fait, le problème est que l'on gagne beaucoup d'argent dans le secteur alimentaire. Mais la part qui reste dans les fermes est trop petite et menace ces exploitations. Ce n'est pas la taille des entités qui est déterminante.

J.B.: On constate sur les états la présence sur le marché de produits finaux de plus en plus transformés. La part de la matière première dans le produit fini devient résiduelle. Si vous prenez sur un kilo de pain, la part de céréales représente grosso modo 11% à 12%. On a fait le calcul, pour certains produits, si les paysans donnaient gratuitement la matière première cela n'influerait pas sur le prix du produit fini. En revanche, vous aurez un impact calamiteux sur l'environnement et le paysage. La déclaration d'origine des produits tout comme la valeur ajoutée seront des éléments déterminants à l'avenir.

Votre initiative permet-elle de répondre au problème du duopole constitué par Migros et la Coop ?

J.B.: Non, cette question n'est pas abordée. En revanche, ce texte propose de renforcer le local. On a maintenant le label «Swissness», avec la garantie que 80% de matières premières pour les produits transformés viennent de Suisse. C'est un pas important.

R.B.: Sur les labels, il est primordial que le consommateur puisse choisir en étant bien informé. Le label Genève région terre d'avenir (GRTA) est un bon exemple. On a quelque chose de très intéressant et qui pourrait être étendu sans grands frais et qui apporterait un plus. Il s'agit d'un label public qui donne des garanties quant à la provenance des produits, l'absence d'OGM, la traçabilité ou l'équité et les conditions sociales. 1